tonne, au cours du mois de février dernier, à 316 euros la tonne, le jour de l'intervention, avant de redescendre à 290 euros la tonne, ces derniers jours.

Vu la tendance actuelle, le cours devrait encore grimper (plus de 400 euros la tonne) face à une forte demande de certains pays clients anticipant les

l'on sait que la Russie et l'Ukraine représentent respectivement 2è et 4è producteurs de blé soit 29% de la production mondiale, ils représentent également 40% des quantités échangées.

Face à cette situation, le ministre de l'Industrie et du Commerce a décidé d'anticiper en rencontrant les acteurs de la filière Blé-Farine-Pain, pour sécuriser les stocks et éviter toutes formes de rétention ou de pénurie. Il faut rappeler que, suite à un accord précédent avec ces acteurs, les prix de la farine boulangère et du pain ont été plafonnés, respectivement, à 22.000 FCFA le sac de 50 kg, et 250 FCFA, la baguette de 250g.

Au cours de cette semaine, la farine de blé a été cédée, au détail, entre 400 et 500 FCFA le Kg, soit un prix moyen de 439F CFA, contre 386 FCFA le Kg, l'année dernière, à la même période. Si le besoin annuel de consommation nationale en farine boulangère, p
tir du blé tendre in
timé à environ 6
faut retenir qu'en
stocks de farine b
le territoire nation
19.764 tonnes, d
nes au niveau des
trielles, et le re
dans le circuit d
auprès des comm
sistes et demi gros
enregistré 8023
disponibles au ni
de transit, en atte
tion. La France
pays partenaire
tière d'importation

DANS LA PERSPECTIVE DE LA MISE EN PLACE DU FONDS MINIER DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (FMDL)

Une plateforme de veille de la société civile en vue pour sa gouvernance

Même si le Fonds Minier de Développement Local (FMDL), créé par le nouveau Code minier de 2019, peine encore à être opérationnel, en raison d'une manque de volonté politique des plus hautes autorités, la Coalition malienne Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP-Mali) entend prendre les devants pour la mise en place d'une Plateforme de veille de la société civile pour sa gouvernance. Cette thématique était au cœur d'un atelier qu'elle a organisé, hier, mercredi 9 mars, avec l'appui de International Institute for Environment and development (IIED).

Selon le président de la Coalition PCQVP-Mali, Abdoul Wahab Diakité, cette activité est la troisième du genre organisée sur le Fonds minier, dont l'opérationnalisation est aujourd'hui une nécessité. Plusieurs organisations de la société civile, impliquées dans la question minière ainsi que certains services techniques, ont pris part à cette rencontre dont la cérémonie d'ouverture était présidée par Dramane Boiré, membre du Haut Conseil des Collectivités.

Le président de PCQVP-Mali, Abdoul Wahab Diakité

Celui-ci est revenu sur la contribution de l'exploitation d'or au Budget national, estimée à 457 milliards de FCFA, près de 10% du PIB et 82% des recettes d'exploitation. Cependant, il a affirmé que, malgré tout cela, de nombreuses questions sont régulièrement posées sur la contribution réelle de cette substance sur le développement socio-économique. Des protestations des populations sont récurrentes, notamment par rapport aux impacts négatifs des activités minières sur l'environnement et la contribution des mines jugée insuffisante au développement du pays et surtout local.

Le Fonds minier de développement local, constitué de 0,25% du chiffre d'affaires des sociétés d'exploitation, est destiné à corriger cette situation. Ces ressources seront affectées au financement des secteurs sociaux de base. Pour sa bonne gouvernance, la société civile entend pleinement jouer un rôle capital, en constituant une plateforme de veille. Le représentant du Haut Conseil des Collectivités a salué cette démarche en souhaitant que des démarches réalistes et réalisables soient proposées. Il s'est engagé à accompagner le processus de mise en place afin de permettre à l'ensemble des collectivités de bénéficier des retombées de l'exploitation des ressources minières, à travers un mécanisme de solidarité nationale prévu dans le Code minier et son décret d'application.

Au cours de la rencontre, les participants ont eu droit à des présentations avec les présidents des coalitions PCQVP du Burkina Faso et de la Guinée, deux pays qui se sont inspirés du Mali en matière de code minier, mais qui ont pu rendre opérationnel leur Fonds minier de développement local, constitué de de 0,5 et 1% des chiffres d'affaires des sociétés minières. YC

DÉVELOPPEM

Les acteurs en conclave document de politique seme

L'Hôtel Mandé a abrité, hier, mercredi, les travaux de validation du document de politique semencière et son plan d'action. Cet exercice des acteurs vise à favoriser un plus grand approvisionnement des agriculteurs en semences de qualité pour une meilleure productivité agricole.

Cet atelier national regroupe les membres de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP), de l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) ainsi que le Cadre de concertation semence norme paysanne.

A cette occasion, le Secrétaire général du ministère du Développement Rural, Siméon Kleman, a souligné que le secteur semencier reste confronté à de multiples contraintes, dont la principale est relative à l'insuffisance des semences de variété dans un contexte de changement climatique. C'est pourquoi, le ministère du développement rural, en collaboration avec la FAO, a entamé un processus de relecture de la politique semencière au Mali. Ce travail a été inclusif et participatif. Expliquant que la mise en place d'une nouvelle politique semencière, favorisant davantage l'approvisionnement en semence de qualité, constitue, aujourd'hui, un enjeu majeur pour les plus hautes autorités pour l'épanouissement du secteur agricole. Ainsi, il a invité les participants à une étude approfondie durant l'exercice. Ajoutant qu'à l'issue des travaux le document de politique semencière et

son plan d'action
à qui de droit. Év
études menées p
agricole révèlent
de qualité contrib